



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

# Performance et perspectives économiques trimestrielles en Afrique

Juillet-septembre 2022

## Messages clés

### Perspectives économiques de l'Afrique pour 2022 et projections pour 2023

- » La croissance économique en Afrique devrait rester proche de son niveau de 2022 pendant les deux années à venir, avec un risque croissant de baisse.
- » Une éventuelle récession aux États-Unis d'Amérique au cours du second semestre de 2023 pourrait induire une récession mondiale, affectant gravement l'Afrique.
- » Avec la dépréciation de plusieurs grandes monnaies par rapport au dollar, ce sont les économies émergentes qui risquent de subir le plus de dommages.
- » Le taux d'inflation pour l'Afrique devrait atteindre un pic en 2022, à 14,5 %, puis suivre une trajectoire descendante à partir de 2023.
- » Les désaccords se poursuivent sur l'utilisation des hausses de taux d'intérêt pour freiner la demande et, par extension, l'inflation.

### Crises de la dette en vue pour l'Afrique

- » Pour les nations très endettées qui ont réduit leur souplesse budgétaire en raison de leur réponse à la pandémie de maladie à coronavirus, les arbitrages de politique budgétaire deviennent de plus en plus difficiles.
- » Huit États africains sont aujourd'hui en situation de surendettement : le Congo, le Mozambique, Sao Tomé-et-Principe, la Somalie, le Soudan, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe.
- » Après le premier semestre de 2022, les notations souveraines ont plus souvent baissé que progressé : le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, la Namibie et la Tunisie ont vu leurs notations dégradées.
- » Les politiques à long terme visant à lutter contre les niveaux d'endettement élevés comprennent l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration de la gouvernance, les échanges dette-développement et la stimulation des investissements.

## Attentes macroéconomiques en Afrique

### Poursuite de la détérioration des perspectives économiques de l'Afrique

Selon les prévisions, la croissance économique annuelle de l'Afrique devrait tomber à 3,9 % en 2022 et se maintenir à ce niveau en 2023 et 2024, avec un risque de dégradation croissant. À l'heure actuelle, des chocs consécutifs et qui se chevauchent, comme la pandémie de coronavirus (COVID-19), la guerre entre la Fédération de Russie et l'Ukraine et les chocs liés au changement climatique, ont pesé sur la croissance économique,

provoquant des goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et des chocs sur les prix des produits de base. En raison des chocs eux-mêmes, des réactions qu'ils suscitent (par exemple, la Réserve fédérale des États-Unis d'Amérique relève agressivement les taux d'intérêt) et des difficultés internes des pays, le monde pourrait connaître une récession en 2023, dont l'un des impacts les plus graves pourrait être une crise financière dans les marchés émergents et les pays en développement.

L'Afrique du Sud est l'un des États membres qui devrait entrer en récession technique plus tôt que prévu, au troisième trimestre de 2022<sup>1</sup>, en raison de l'augmentation des pannes d'électricité et des

1 Statistics South Africa va publier les chiffres du PIB du pays le 7 décembre 2022 sur le site web <https://www.statssa.gov.za>.

**Principales variables macroéconomiques pour l'Afrique (en pourcentage)**

Principales variables économiques	2021	2022	2023	2024
PIB	4,7	3,9	3,8	3,8
Taux d'inflation	11,9	14,5	10,5	6,8
Ratio solde budgétaire/PIB	-5,3	-6,6	-5,9	-5,8
Ratio dette/PIB	65,8	69,0	79,5	87,9

Sources : Commission économique pour l'Afrique, produit du modèle macroéconomique, août 2022, octobre 2022 ; Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales, avril 2022 ; Oxford Economics, Global Economic Database, 2022.

Abréviation : PIB = produit intérieur brut

niveaux élevés d'incertitude créés par le conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine, qui se sont répercutés sur les marchés financiers mondiaux. Lorsqu'une économie entre en récession, la production, la demande et l'emploi chutent tous, car un ralentissement de la croissance économique et de la demande globale réduit également la demande de travailleurs, alors que l'incertitude et la détérioration des attentes affectent l'embauche. En Afrique du Sud, la production a ralenti, comme en témoigne la plus récente enquête à haute fréquence sur l'industrie manufacturière du pays, qui montre que l'utilisation de la capacité de production a diminué, la principale raison invoquée pour la sous-utilisation étant une « demande insuffisante ». L'emploi en Afrique du Sud est depuis longtemps un domaine problématique, le taux de chômage atteignant actuellement 33,9 %. En raison de ses liens avec d'autres États d'Afrique australe, notamment par le biais du commerce, ces pays ne seront pas épargnés par la situation. D'autres pressions sont à prévoir, comme une baisse des investissements (qui peut nuire à la capacité de production à long terme d'une économie), un nouveau resserrement du crédit, une augmentation des emprunts publics et une hausse des niveaux de pauvreté et d'inégalité.

On s'attend à ce que les États-Unis entrent en récession au second semestre 2023, entraînant également le reste du monde dans la récession, et l'impact sur les pays africains pourrait être important, en raison de la baisse des exportations et de la hausse des coûts de financement. La récession imminente aux États-Unis freine déjà la demande du marché. Dans le même temps, le resserrement de la politique monétaire par

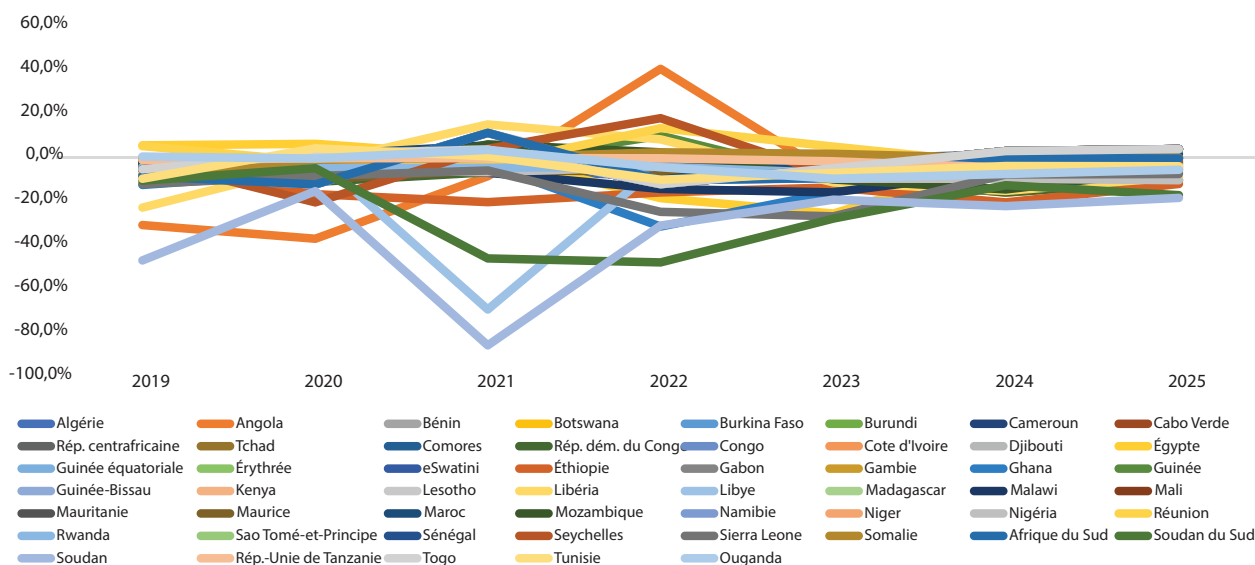
la Réserve fédérale pour lutter contre l'inflation élevée affectera inévitablement les flux de capitaux internationaux, augmentant ainsi le coût des financements dont les États africains ont besoin pour maintenir leurs activités économiques et entravant leur redressement après les différents chocs mentionnés ci-dessus. Toutefois, si les États-Unis entrent en récession, cela pourrait également signaler la fin de l'appréciation excessive du dollar et apporter un certain soulagement aux marchés émergents.

**Dépréciation des taux de change face à un dollar plus fort**

Selon la Banque mondiale, la valeur du dollar a augmenté de près de 11 % depuis le début de l'année 2022 et a atteint la parité avec l'euro en août. Plusieurs grandes monnaies ont perdu du terrain par rapport au dollar, ce qui a eu de graves répercussions sur les marchés émergents, dont la majorité se trouvent en Afrique. En réponse aux hausses de taux d'intérêt de la Réserve fédérale, les investisseurs ont afflué vers le dollar, qu'ils considèrent comme plus sûr que les monnaies des marchés en développement, qui se sont révélées plus volatiles. Les monnaies de 90 pays en développement se sont dépréciées par rapport au dollar en 2022, plus d'un tiers d'entre elles ayant perdu plus de 10 % de leur valeur. La ligne de conduite actuelle risque de pousser le monde dans une récession.

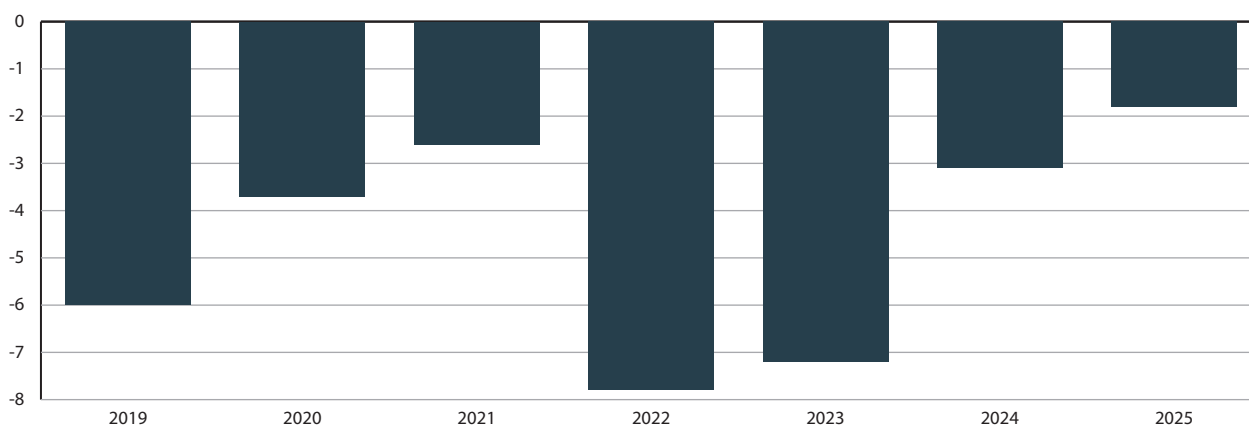
Les principales monnaies africaines ont connu une forte volatilité (voir figure I) depuis le début du conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine ; la valeur des monnaies s'est encore détériorée en raison de l'appréciation du dollar, de la dégradation

**Figure I :** Fluctuations des monnaies de certains pays africains par rapport au dollar des États-Unis, par an (en pourcentage)



Source : Oxford Economics, Global Economic Database, 2022.

**Figure II :** Variation annuelle moyenne des taux de change en Afrique, à l'exclusion du Zimbabwe et de la Zambie (sans pondération) (en pourcentage)



Source : Calculs de la Commission économique pour l'Afrique à partir de données de la Global Economic Database d'Oxford Economics, 2022.

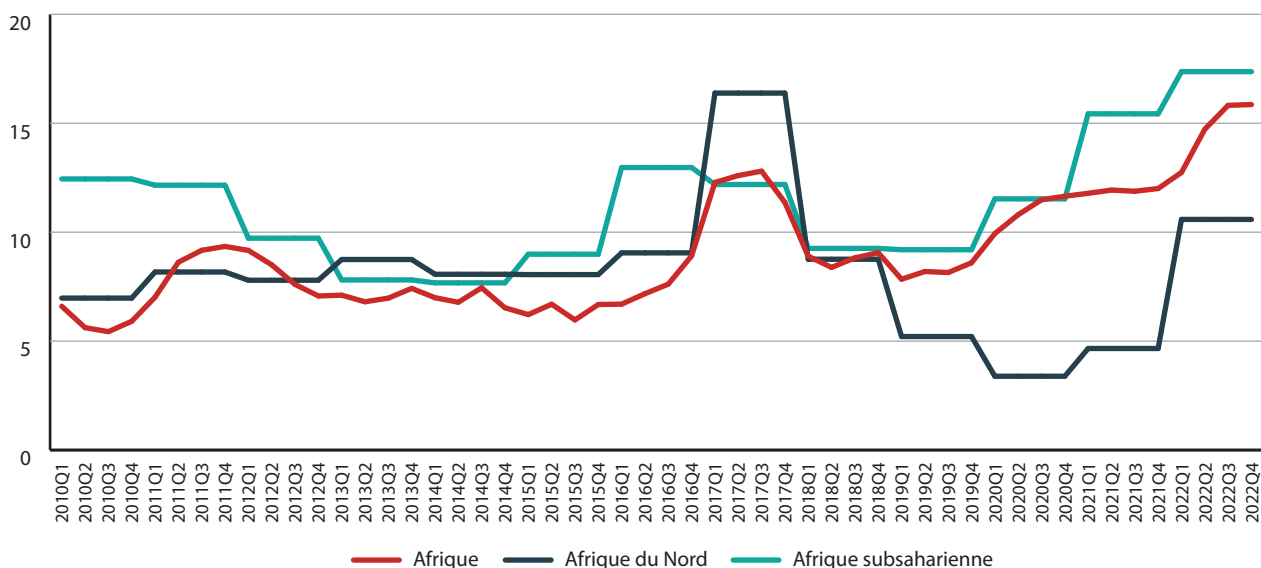
des conditions du marché et de l'augmentation des besoins d'importation de denrées alimentaires et de carburant. Les conditions d'une stabilité financière se sont détériorées en Afrique et restent menacées en raison de la poursuite du conflit, qui affecte presque tous les aspects de l'activité économique et du financement. Toutefois, les monnaies africaines devraient s'apprécier, en moyenne, par rapport au dollar à partir de 2024 (voir figure II).

### Accélération de l'inflation sur le continent

En raison de la lenteur de la reprise après la pandémie de COVID-19, de la hausse des coûts des

denrées alimentaires et de l'énergie, et des niveaux élevés de la dette publique, l'Afrique subsaharienne connaît l'une des situations économiques les plus difficiles de ces dernières années. L'inflation élevée, qui est un problème dans la région depuis plus d'une décennie, a eu un effet catastrophique sur les salaires et la sécurité alimentaire. S'attaquer à ce problème tout en encourageant la croissance est une priorité absolue pour le continent.

De 2021 à 2022, les projections indiquent que l'inflation mondiale sera passée de 4,7 % à 8,8 %, avant de se stabiliser à 6,5 % en 2023 et à 4,1 % en 2024. En Afrique, l'inflation devrait atteindre 14,5 %

**Figure III : Taux d'inflation trimestriels en Afrique (en pourcentage)**

Source : Oxford Economics, Global Economic Database, 2022.

en 2022 et 10,5 % en 2023 (voir tableau plus haut). En outre, l'inflation en Afrique subsaharienne devrait rester plus élevée qu'en Afrique du Nord (une tendance observée depuis 2015). L'inflation devrait culminer à 17,4 % en Afrique subsaharienne et à 10,6 % en Afrique du Nord au quatrième trimestre de 2022 (voir figure III) et, par la suite, revenir aux niveaux de 2015 avant le premier trimestre de 2024.

Une tendance récente importante observée est que, si les chocs volatils sur des facteurs tels que les prix de l'énergie et des denrées alimentaires continuent de représenter une part importante de l'inflation, ils n'en sont plus les moteurs dominants. Plus récemment, les prix mondiaux des produits de base ont baissé, mais les effets de répercussion pour l'Afrique australe continuent d'alimenter l'inflation des prix à la consommation.

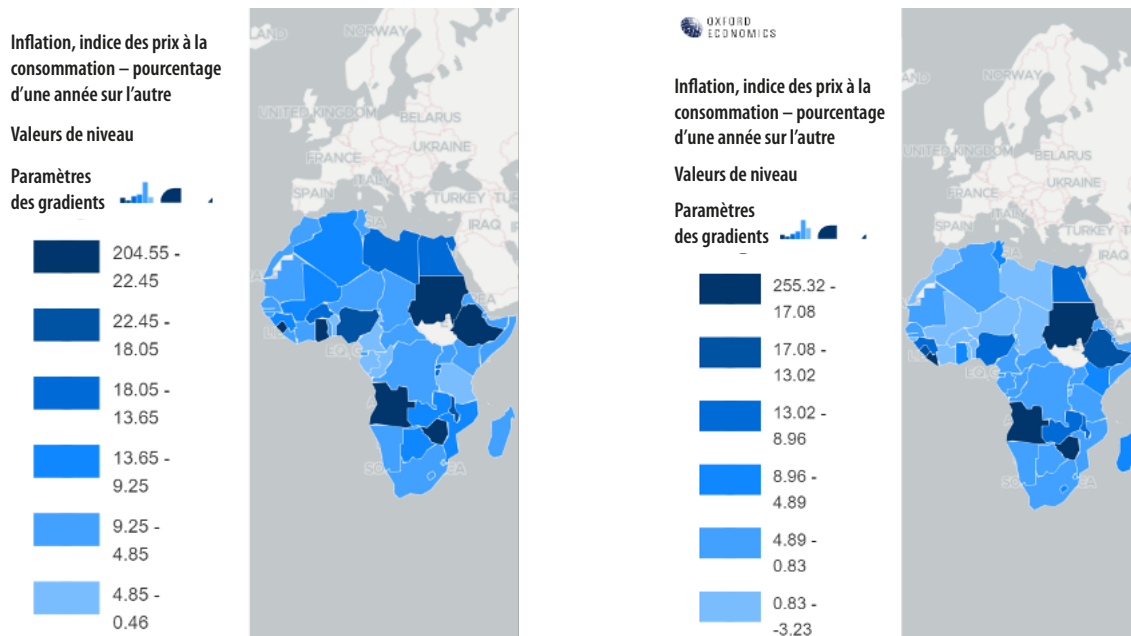
En Afrique du Nord, l'inflation est toujours en hausse et les perspectives de développement économique se sont globalement détériorées, tandis qu'une crise de change menace l'Égypte. Les perspectives économiques de l'Afrique de l'Est restent sombres, en raison de la faiblesse

persistante des exportations et de la hausse de l'inflation.

Les perspectives économiques de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest sont mitigées, la hausse de l'inflation, l'atonie de la production pétrolière et le ralentissement de l'activité du secteur privé devant tous réduire les investissements directs étrangers nets en 2022. Les économies des pays riches en ressources devraient bénéficier des prix élevés des matières premières. Cependant, la liste des pays d'Afrique de l'Ouest où la hausse de l'inflation alimente les troubles sociaux s'allonge : le dernier en date est la Sierra Leone.

Une comparaison de l'inflation par pays est présentée dans les figures IV.1 et IV.2 : la première montre des projections d'inflation pour 2022 et la seconde des pourcentages pour 2019. Les niveaux d'inflation élevés pourraient avoir des répercussions importantes sur les ménages à faible revenu dans les économies en développement. L'alimentation représente la majorité des dépenses de consommation dans les pays africains, ce qui signifie que l'inflation peut avoir des conséquences extrêmement graves sur les conditions de vie.

**Figure IV.1 : Projections d'inflation (2022) (en pourcentage)** **Figure IV.2 : Inflation (2019) (en pourcentage)**



Source : Oxford Economics, Global Economic Database, 2022.

### Un resserrement de la politique monétaire visant à juguler l'inflation

Dans le monde entier, les banques centrales tentent d'imposer des politiques monétaires plus strictes pour réduire la demande de produits et compenser les insuffisances de l'offre mondiale. Il en va de même en Afrique, et on en trouve des exemples à Eswatini, au Lesotho et au Nigéria pour le troisième trimestre de 2022. Pour contrer la hausse rapide de l'inflation, qui avait atteint 20 % en août, la Banque centrale du Nigéria a augmenté le taux directeur de 14,0 % à 15,5 %. Les taux avaient déjà été relevés deux fois en 2022, en mai et en juillet, pour un total de 400 points de base au cours du premier trimestre ; l'augmentation de 150 points de base a donc pris le marché au dépourvu. Comme l'inflation continue d'augmenter, il est possible que les taux soient encore relevés de 50 à 100 points de base avant la fin de l'année. Suivant l'exemple de la Banque de réserve sud-africaine, les banques centrales d'Eswatini et du Lesotho ont chacune relevé leur taux directeur de 100 points de base, pour le porter respectivement à 6,00 % et 0,75 %. Ces hausses de taux sont nécessaires pour protéger le rattachement des monnaies de ces États au rand sud-africain, comme le stipule l'accord de la Zone monétaire commune. Par conséquent, la tendance à l'augmentation des taux d'intérêt

se poursuit dans une grande partie de l'Afrique, bien que le Comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Égypte ait surpris de nombreux observateurs en laissant le taux directeur constant, décidant de poursuivre la lutte contre l'inflation par d'autres moyens.

L'utilisation des hausses de taux d'intérêt pour ralentir la demande et, par extension, l'inflation, fait toujours l'objet d'un débat. Ceux qui s'opposent à cette approche soutiennent que, puisque les prix élevés ont été causés principalement par des chocs dans la chaîne d'approvisionnement, les hausses de taux d'intérêt ne sont pas un mécanisme politique approprié. En outre, selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les changements de politique monétaire et budgétaire dans les économies avancées pourraient entraîner une récession mondiale et une stagnation à long terme, ce qui serait encore pire que la crise financière de 2008 et le choc de 2020 causé par le COVID-19. Dans sa publication intitulée *Rapport sur le commerce et le développement 2022 : Perspectives de développement dans un monde fracturé – Désordre mondial et réponses régionales*, la CNUCED indique que les hausses de taux d'intérêt aux États-Unis en 2022 pourraient coûter aux pays en développement

un revenu futur estimé à 360 milliards de dollars, ce qui laisse présager des difficultés encore plus grandes, en particulier pour certains des pays les plus touchés qui étaient déjà en situation de surendettement avant la pandémie.

## Le fardeau de la dette africaine

En 2022, le déficit budgétaire du continent africain devrait atteindre 6,6 % du produit intérieur brut (PIB) et le ratio dette publique/PIB en Afrique devrait terminer l'année à 69 %. Les projections indiquent que le ratio dette/PIB va continuer à se détériorer, en raison des conditions financières mondiales. Les arbitrages de politique budgétaire deviennent de plus en plus difficiles, en particulier pour les pays très endettés dont la flexibilité budgétaire a été réduite par leur réaction à la pandémie de COVID-19.

### Crises de la dette en vue

Au cours des 60 dernières années, chaque récession mondiale a entraîné une augmentation de la dette publique mondiale ; cela a été visiblement le cas au cours de la dernière décennie, lorsque les niveaux de la dette publique ont augmenté dans de nombreux États africains. La majeure partie de la dette publique actuelle a été créée en 2020 et 2021, lorsque les pays se sont endettés pour

faire face aux effets de la pandémie de COVID-19. D'autres pays ont emprunté de l'argent par le biais de canaux multilatéraux, mais sur la même période de deux ans, neuf pays africains ont émis un total de 27,2 milliards de dollars d'euro-obligations.

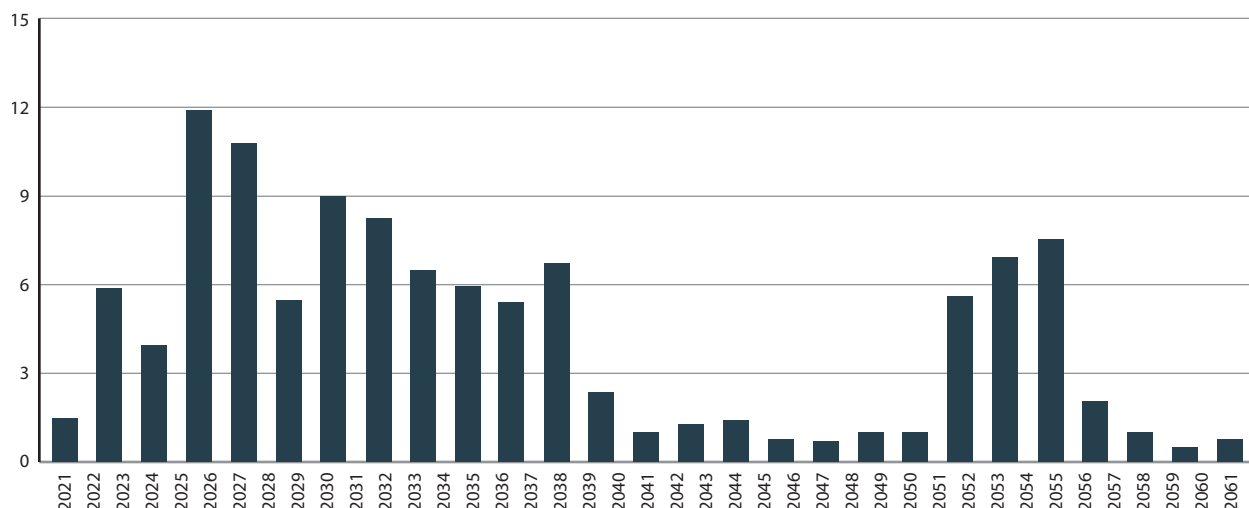
Le portefeuille de la dette de la région est encore principalement constitué de prêts multilatéraux et bilatéraux. Toutefois, la proportion de financements internationaux hautement concessionnels n'a cessé de diminuer au cours de la dernière décennie. Cet écart a été comblé par une augmentation considérable des financements du secteur privé. Les pays d'Afrique subsaharienne doivent rembourser un total d'environ 21,5 milliards de dollars d'euro-obligations (hors paiement des intérêts) au cours des cinq prochaines années. Il convient de noter que les paiements d'intérêts restent la principale dépense des États africains, et la dépense qui augmente le plus rapidement dans les budgets de la plupart des pays africains détenteurs d'euro-obligations.

Selon les calculs de la Banque africaine de développement, une part importante de la dette publique africaine devrait arriver à échéance entre 2022 et 2032 (voir figure V).

Alors qu'un nombre croissant d'États souverains africains connaissent des niveaux d'endettement importants, une quantité record

**Figure V : Échéances de la dette publique africaine (2021-2061)**

En milliards de dollars



Source : Groupe de la Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2022 : Soutenir la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique, Abidjan, 2022.

de remboursements d'obligations extérieures vient d'être enregistrée. Dans le même temps, davantage d'États souverains africains tombent dans le surendettement, déclenché par d'énormes déficits des comptes courants, des calendriers de remboursement massifs et un manque d'accès aux marchés de prêts conventionnels. Selon la liste la plus récente (septembre 2022) du Fonds monétaire international (FMI) concernant l'analyse de la viabilité de la dette des pays à faible revenu éligibles à la fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance, huit des neuf pays actuellement en situation de surendettement sont africains (Congo, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Soudan, Tchad, Zambie et Zimbabwe).

### **Détérioration des notations africaines au premier semestre 2022**

Les notations souveraines ont été plus nombreuses à se détériorer qu'à s'améliorer après le premier semestre 2022. Les notes du Burkina Faso, du Ghana, du Mali, de la Namibie et de la Tunisie ont toutes été abaissées. Seules les notes de l'Angola et de la République démocratique du Congo ont été relevées. Au cours du premier semestre 2022, il y a eu plus de deux fois plus de dégradations qu'au cours du second semestre 2021. Les dégradations de notes au cours du premier semestre 2022 montrent un retournement modéré de l'amélioration de la solvabilité du continent au cours du second semestre 2021, en raison des effets de la dette fiscale accumulée au plus fort de la pandémie COVID-19, et dont les paiements d'intérêts étaient trop élevés pour être durables. Par conséquent, la principale raison des dégradations au premier semestre 2022 est l'affaiblissement des paramètres budgétaires et l'augmentation de la charge de la dette, qui rend difficile pour les pays de maintenir stable leur ratio dette/PIB.

En raison des incertitudes croissantes concernant la dette, les taux d'intérêt sur les obligations souveraines en Afrique ont augmenté au premier semestre 2022 ; en effet, seuls trois pays - l'Afrique

du Sud, l'Angola et le Nigéria - ont pu émettre des euro-obligations au cours de cette période, car les taux d'intérêt étaient si élevés que les gouvernements ont été évincés des marchés financiers internationaux.

### **Appels à des restructurations de la dette**

Au cours des trimestres à venir, les références à une « restructuration de la dette » vont devenir plus fréquentes. Si ce terme a souvent des connotations négatives, son utilisation dans un cas récent au Cameroun a indéniablement été positive. La Sonara, une raffinerie de pétrole appartenant à l'État, pourra reprendre ses activités après une interruption de trois ans à la suite de la restructuration de sa dette commerciale en septembre 2022. Si cette restructuration est menée diligemment, elle apaisera les craintes de pénurie de carburant, apportera un allègement budgétaire et démontrera au FMI que Yaoundé tient compte de ses instructions.

Seuls deux États africains ont fait défaut sur leur dette souveraine depuis le début de la pandémie, il y a plus de deux ans. La Zambie n'a pas payé les intérêts d'une euro-obligation qui devait être remboursée fin 2020, et le Mali a cessé d'assurer le service et le remboursement de sa dette envers la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), en raison de sanctions régionales.

Environ deux ans après que la Zambie est devenue le premier État africain à faire défaut sur sa dette pendant la pandémie de COVID-19, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un plan de sauvetage de la facilité élargie de crédit<sup>2</sup> pour le pays, d'une durée de 38 mois et d'un montant de 1,3 milliard de dollars, destiné à renforcer les efforts continus en matière de redressement des finances publiques et de la dette. La dette extérieure de la Zambie est estimée à 17,3 milliards de dollars (dont plus d'un tiers est détenu par la Chine). Selon le FMI, l'initiative de la facilité élargie de crédit repose sur un plan de réforme économique élaboré par

<sup>2</sup> La facilité élargie de crédit (FEC) fournit une assistance financière aux pays ayant des problèmes prolongés de balance des paiements. Elle a été créée dans le cadre du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, dans le cadre d'une réforme plus large visant à rendre le soutien financier du Fonds plus souple et mieux adapté aux divers besoins des pays à faible revenu, y compris en période de crise. Il s'agit du principal outil du Fonds pour fournir un soutien à moyen terme aux pays à faible revenu.



le Gouvernement zambien et vise à rétablir la stabilité macroéconomique et à promouvoir une croissance plus forte, plus robuste et plus équitable en s'attaquant aux problèmes macroéconomiques les plus critiques du pays : a) rétablir la viabilité financière par l'ajustement budgétaire et la restructuration de la dette ; b) dégager une marge budgétaire pour les dépenses sociales indispensables ; et c) améliorer la gouvernance et réduire le risque de corruption, notamment par l'amélioration de la gestion des finances publiques.

Le programme d'allègement de la dette de la Zambie devrait combiner des réductions de la dette principale et une extension agressive de la durée moyenne du profil de la dette publique extérieure.

L'Érythrée, le Soudan et le Zimbabwe, qui ont déjà des arriérés et une dette importante, verront leur dette s'accumuler de manière beaucoup plus notable. La hausse des taux d'intérêt signifie également que certains pays, comme le Ghana, ne seront plus en mesure de refinancer raisonnablement les prêts actuels sur les marchés internationaux de la dette. Plusieurs marchés importants, dont celui de l'Angola, ont déjà abandonné leurs projets d'émission de nouvelles euro-obligations. Au fur et à mesure que les défauts de paiement et le poids de la dette s'accroîtront en Afrique, la restructuration de la dette s'intensifiera.

### **Recommandations en matière de politique de la dette**

Dans la période post-pandémique, compte tenu des chocs simultanés mentionnés ci-dessus, la préoccupation la plus pressante sera de savoir comment reconstruire plus efficacement. Malgré les diverses mesures d'allègement de la dette mises en œuvre depuis le début de la pandémie de COVID-19, la réaction a été insuffisante.

### **Réponses à long terme**

**Élargir l'assiette fiscale.** De nombreux pays à faible revenu pourraient faire davantage pour améliorer le recouvrement des impôts, ce qui leur permettrait d'emprunter moins, mais il leur est souvent difficile

de le faire car ils n'ont pas les recettes fiscales potentielles des pays à revenu plus élevé. En outre, même si les pays en développement collectaient les impôts aussi bien que possible, beaucoup d'entre eux n'auraient toujours pas assez de fonds pour les dépenses publiques nécessaires pour mettre fin à l'extrême pauvreté. Le soutien de la communauté internationale serait donc toujours nécessaire.

### **Renforcer la gouvernance lors des emprunts ou des prêts.**

Les gouvernements africains doivent gérer avec soin les opportunités, les coûts et les risques des différentes manières d'emprunter de l'argent. De nombreux pays ne disposent toujours pas des bons outils pour gérer leur dette, tandis que le manque de demande, de responsabilité et d'engagement politique sont des raisons essentielles qui expliquent l'absence d'amélioration significative de la gestion de la dette. D'autre part, le rôle et l'implication des créanciers dans le système international sont importants. Les créanciers privés devraient être particulièrement encouragés à prendre part à un processus de restructuration de la dette aux mêmes conditions que les autres créanciers, éventuellement par la création d'incitations. Les prêteurs devraient offrir des conditions plus favorables aux pays endettés et peut-être fournir aux emprunteurs des instruments de dette conditionnés par l'État, qui comportent une disposition prévoyant la cessation des paiements si l'emprunteur a des difficultés à les effectuer. Les prêteurs pourraient également inclure de meilleures conditions dans les contrats de dette souveraine et autoriser des modifications des contrats pour faciliter la restructuration ou la suspension de la dette.

### **Améliorer la gouvernance et la transparence des contrats et des dépenses.**

La transparence de la dette est essentielle pour garantir un financement durable et la stabilité macroéconomique, promouvoir des investissements nouveaux et de qualité, réduire la corruption et accroître la responsabilité.

**Renforcer la résilience aux chocs.** Les États africains sont assez souvent touchés par des

chocs extérieurs et, comme une part importante de leur dette est en devises étrangères, ces chocs affectent gravement leur capacité de paiement. Les mesures destinées à faire face à d'éventuels chocs constituent une partie importante de la gestion de la dette et doivent être incluses dans les plans de développement nationaux. Il y a toutefois des limites à la capacité des pays à se protéger des chocs.

**Rechercher des échanges dette-développement.** Les questions climatiques et l'environnement figurent en bonne place dans de nombreux plans de conversion de la dette en développement qui sont actuellement sur la table au niveau international. Les créanciers seraient disposés à annuler une partie ou la totalité des obligations des pays endettés s'ils savaient que l'argent serait utilisé pour protéger l'environnement, financer l'adaptation au changement climatique ou pour toute autre cause valable.

**Promouvoir l'investissement.** Les États africains doivent continuer d'investir dans l'augmentation de la productivité et le développement de la capacité à gérer les infrastructures et les investissements déjà réalisés. Un accroissement des investissements pourrait entraîner un endettement important, en particulier pour les pays les plus endettés, mais s'ils sont correctement ciblés, les investissements supplémentaires augmenteront également la valeur des actifs et la valeur nette (actifs moins passifs), ce qui constitue un indicateur budgétaire plus significatif que le seul ratio dette/PIB et les liquidités disponibles.

**S'orienter vers une architecture financière mondiale pour l'Afrique.** Pour mettre l'Afrique sur une voie durable, il est essentiel de renforcer

la résilience interne. Les problèmes du continent ne seront toutefois pas résolus uniquement en se concentrant sur l'intérieur. Pour que l'Afrique s'occupe de sa future stabilité financière, elle doit travailler de concert avec le système financier mondial et avec ses créanciers. Dans ce contexte, les initiatives politiques à préconiser comprennent des modifications du Cadre commun de traitement de la dette au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette, une expansion de l'Initiative de suspension du service de la dette, l'émission d'un deuxième cycle de droits de tirage spéciaux, la mise en œuvre de nouvelles facilités de prêt et un réengagement avec les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement.

### **Réponses à court et moyen terme**

À court terme, les marchés émergents et les économies en développement doivent renforcer les réglementations macroprudentielles et constituer leurs réserves de change. Les gouvernements devront faire attention à la manière dont ils réduisent les mesures de soutien budgétaire, tout en s'assurant que ces mesures restent conformes aux objectifs de la politique monétaire. Le nombre de pays qui resserrent leur budget devrait atteindre son niveau le plus élevé depuis le début des années 1990, ce qui pourrait amener la politique monétaire à avoir un effet plus important sur la croissance. Les responsables politiques devraient également établir des plans crédibles pour leur économie à moyen terme et aider les ménages vulnérables de manière spécifique, par le biais de filets de sécurité sociale.

## Références bibliographiques

Anami, Luke. *Soaring inflation, low exports slow economies in East Africa*. The East African, 15 octobre 2022.

Arenson, Gaëlle. *Is Africa really in a debt crisis?* The Africa Report, 8 juin 2022.

Azhar, Saeed et Lananh Nguyen (Reuters). *Goldman CEO says reasonable chance for U.S. recession in 2023*. 18 octobre 2022.

Banque mondiale. *Risk of global recession in 2023 rises amid simultaneous rate hikes*. 15 septembre 2022. Disponible à l'adresse : [www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/09/15/risk-of-global-recession-in-2023-rises-amid-simultaneous-rate-hikes](http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/09/15/risk-of-global-recession-in-2023-rises-amid-simultaneous-rate-hikes).

Bolhuis, Marijn et Peter Kovacs. *Africa's inflation among region's most urgent challenges*. IMF Blog, 20 octobre 2022.

Changole, Adelaide (Bloomberg). *S. African economy likely in technical recession, Citi says*. 19 octobre 2022. Disponible à l'adresse : [www.bloomberg.com/news/articles/2022-10-19/south-african-economy-likely-in-technical-recession-citi-says?lead\\_source=verifypercent20wall](http://www.bloomberg.com/news/articles/2022-10-19/south-african-economy-likely-in-technical-recession-citi-says?lead_source=verifypercent20wall).

City A.M. *Is tighter monetary policy really the answer to runaway inflation?* 22 octobre 2022.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). *Rapport sur le commerce et le développement 2022 : Perspectives de développement dans un monde fracturé – Désordre mondial et réponses régionales*. Disponible à l'adresse : <https://unctad.org/fr/webflyer/rapport-sur-le-commerce-et-le-developpement-2022>.

Fonds monétaire international (FMI). *Fiche technique : La facilité élargie de crédit du FMI (FEC)*. 6 janvier 2022. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/fr/About/Factsheets/Sheets/2016/08/02/21/04/Extended-Credit-Facility>.

\_\_\_\_\_ *IMF Executive Board approves new extended credit facility (ECF) arrangement for Zambia*. 31 août 2022.

\_\_\_\_\_ *List of LIC DSAs for PRGT-Eligible Countries*.

\_\_\_\_\_ *World Economic Outlook Database (Base de données des Perspectives économiques mondiales)*. Disponible à l'adresse : [www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April/select-aggr-data](http://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April/select-aggr-data) (en anglais).

\_\_\_\_\_ *Perspectives économiques mondiales : Riposter à la crise du coût de la vie*. Octobre 2022. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/10/11/world-economic-outlook-october-2022>.

Griffiths, Jesse (ODI). *Solving the low-income country debt crisis: four solutions*. Non daté.

Groupe de la Banque africaine de développement. *Perspectives économiques en Afrique 2022 : Soutenir la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique*. Abidjan, 2022. Disponible à l'adresse : [https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/perspectives\\_economiques\\_en\\_afrique\\_2022\\_web.pdf](https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/perspectives_economiques_en_afrique_2022_web.pdf).

Jensen, Lars. *Avoiding "too little too late" on international debt relief*. New York, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), octobre 2022. Disponible à l'adresse : [www.undp.org/publications/dfs-avoiding-too-little-too-late-international-debt-relief](http://www.undp.org/publications/dfs-avoiding-too-little-too-late-international-debt-relief).

Kose, M. Ayhan, Peter Nagle, Franziska Ohnsorge et Naotaka Sugawara (Brookings). *Does government debt increase after global recessions?* 17 décembre 2021.

Manasseh, Charles O., et al. *External debt and economic growth in sub-Saharan Africa: Does governance matter?* PLoS ONE, vol. 17, No. 3 (mars 2022).

Mutize, Misheck, Ejigayhu Tefera et McBride Nkhalamba. *Africa sovereign credit rating review: 2022 mid-year review, 5th ed.* Midrand (Afrique du Sud): Mécanisme africain d'examen par les pairs, 2022.

Nations Unies. *Global jobs market set to deteriorate amid Ukraine war shocks: ILO.* UN News, 31 octobre 2022.

Nel, Jacques. *Africa: Tighter monetary policy aimed at clipping the wings of inflation.* Oxford Economics, 30 septembre 2022.

\_\_\_\_\_. *Africa: debt restructuring and creative monetary policy.* Oxford Economics, 23 septembre 2022.

Ogabi, Janet (Tellimer Insights). *Soaring inflation across West Africa raises social unrest risk.* 18 août 2022.

Oxford Economics. Global Economic Database (Base de données économiques mondiale). Disponible à l'adresse : <https://data.oxfordeconomics.com/> (avec abonnement).

\_\_\_\_\_. *Africa: inflation continues to bite, eating into growth prospects.* 8 septembre 2022.

Pangea-Risk. *Special report: Which African sovereigns are most likely to default?* 10 mai 2022.

Pettis, Michael (Carnegie Endowment for International Peace). *How does excessive debt hurt an economy? China Financial Markets,* 8 février 2022.

Prasadzeljka, Abha, Zeljka Sedlo et Anna Carlotta Allen Massingue (Blogs de la Banque mondiale). *Face au doublement de la dette en dix ans en Afrique de l'Est et australe, des réformes décisives sont indispensables.* 4 avril 2022. Disponible à l'adresse : <https://blogs.worldbank.org/fr/africacan/face-au-doublement-de-la-dette-en-dix-ans-en-afrique-de-lest-et-australe-des-reformes>.

Statistics South Africa. *Gross Domestic Product (GDP), 2nd Quarter 2022.* Disponible à l'adresse : [www.statssa.gov.za/?page\\_id=1854&PPN=P0441&SCH=73284](http://www.statssa.gov.za/?page_id=1854&PPN=P0441&SCH=73284).

\_\_\_\_\_, 2022. *Manufacturing: Production and sales,* août 2022. Disponible à l'adresse : [www.statssa.gov.za/?page\\_id=1854&PPN=P3041.2](http://www.statssa.gov.za/?page_id=1854&PPN=P3041.2).

\_\_\_\_\_. *Manufacturing: utilisation of production capacity by large enterprises,* mai 2022. Disponible à l'adresse : [www.statssa.gov.za/?page\\_id=1854&PPN=P3043&SCH=73095](http://www.statssa.gov.za/?page_id=1854&PPN=P3043&SCH=73095).

Tan, Su-Lin (CNBC). *Raising interest rates is the wrong solution to the inflation problem, analyst says.* 4 juillet 2022.

Wang, Yan et Yinyin Xu. *Debt restructuring in Africa: building public assets and addressing bottlenecks for low-carbon economic transformation.* Global China Initiative Working Paper. Mars 2022. Disponible à l'adresse : [www.bu.edu/gdp/files/2022/11/GCI\\_WP\\_020\\_FIN.pdf](http://www.bu.edu/gdp/files/2022/11/GCI_WP_020_FIN.pdf).

Xinxua Net. *U.S. recession prospects intensify economic pressure on Africa, says expert.* 9 août 2022.